Écologie : Hollande n’en finit pas de reculer !

samedi 22 février 2014, par NPA (commission écologie) (Date de rédaction antérieure : 20 février 2014).

Alors que la crise climatique impose de s’engager sans tarder sur la voie de la sobriété énergétique, des économies d’énergie et de la réduction de la dépendance aux énergies fossiles, le gouvernement PS-EÉLV a reporté le vote de la loi de programmation sur la transition énergétique, bafouant ainsi les engagements pris en 2012, les mois de discussions et le rapport qui n’était pourtant qu’une synthèse des débats.

Une loi ajournée donc, et aucune date de conseil des ministres n’est fixée. Ce désengagement se nourrit et alimente d’autres reculs.

Nucléaire

Ainsi, l’objectif de réduction de la part du nucléaire dans la production d’électricité risque d’être repoussé à 2028. De même, l’éventuel remplacement de centrales actuelles par des EPR dits de 3e et 4e génération montre la volonté du gouvernement de poursuivre la filière nucléaire ainsi confirmée. D’autant que la loi sur la transition énergétique est repoussée.

Gaz de schiste

L’offensive reprend de plus belle avec le retour en force de l’illusion d’une « exploitation propre » grâce à l’heptafluoropropane (dérivé fluoré non inflammable du propane) qui permettrait d’utiliser peu d’eau et de produits chimiques. Mirage total propagé par Montebourg et Fabius qui, au passage, est un des trois ministres organisateurs de la conférence sur le climat à Paris en 2015. Ça promet ! Encore en phase d’expérimentation, la fracturation à l’heptafluoropropane est la solution que Montebourg défend pour exploiter en France les gaz et pétrole de schiste, selon le Canard Enchaîné du 29 janvier. Le potentiel de cette technique reste à démontrer. Comme le propane, il est « onéreux » ce qui pourrait rendre l’exploitation non rentable. Il n’est pas non plus sans danger pour le climat, puisqu’en raison du fluor contenu, il compte déjà pour 0,05 % des émissions totales de gaz à effet de serre.

OGM

La commission européenne est sur le point d’accorder le permis de culture du maïs transgénique de Pioneer (TC 1507), alors même qu’une majorité d’États (19 sur 28) ont voté contre cette autorisation le 11 février. Même si Martin et 11 autres ministres européens de l’écologie ont écrit à la commission de ne pas donner cette autorisation, on imagine déjà comment la commission, qui tient avant tout à donner des gages de bonne conduite dans le cadre du traité de libre-échange entre les États-Unis et l’Europe (TAFTA), va traiter leur demande… Que fera le Parlement français bientôt en vacances à cause des municipales ? Que fera le gouvernement PS-EÉLV si la commission européenne passe en force ?

Marche arrière toute !

Quand la marche arrière est enclenchée, pourquoi freiner ? Pour donner vie à ses convictions écologiques ? Rien que de l’écrire, ça fait rire ! Pour respecter l’accord électoral passé avec EÉLV ? Pourquoi Hollande respecterait-il davantage les engagements de cet accord que les promesses faites

pendant la campagne présidentielle ? On se souvient comment la finance, cette tueuse d'emplois insatiable et invisible, allait souffrir et rendre gorge grâce à l'implacable gouvernance socialiste. On connaît aujourd'hui le résultat : les patrons sont gavés à coups de millions pris dans la poche des salariéEs et sur les budgets publics. Comment être étonné ou choqué par ces reculs attendus sur le terrain de l'écologie ?

Correspondant.e.s commission nationale écologie du NPA

P.-S.

* Paru dans Hebdo L'Anticapitaliste - 230 (20/02/2014). http://npa2009.org